**Gouvernement: l'autorité des faibles**

En politique, c'est comme dans les familles: plus on use du terme "autorité", moins on en a... Après le gouvernement, le PS vient d'en faire la preuve. Manuel Valls n'hésite pas à brandir la "nécessaire" autorité en toutes circonstances.

Autorité: le mot devient presque galvaudé tant il fait partie du vocabulaire gouvernemental. Utiliser le 49.3 pour faire passer la loi Macron, par ailleurs vidée d'une grande partie de sa substance lors de son examen, ce ne serait pas un aveu de faiblesse, mais un signe d'autorité. Dès le début de son intervention au journal de TF1 le 17 janvier, Manuel Valls annonce la couleur : nous avons "besoin d'autorité pour redresser le pays". Deux jours plus tard, à la tribune de l'Assemblée nationale, avant le vote sur l'article 49.3, le Premier ministre récidive : il veut réformer "dans le dialogue, bien sûr", mais "surtout avec l'autorité qui s'impose".

Mardi 24 février, c'est au bureau national du Parti socialiste que fleurit le caporalisme. Une résolution est adoptée. Elle dispose qu'"en toutes circonstances (les députés PS) doivent respecter la règle de l'unité de vote de leur groupe". Une mesure anti-frondeurs qui rappelle les plus belles heures des parlementaires godillots. Ce mercredi, Manuel Valls présente aux organisations patronales et syndicales son projet de réforme du dialogue social. Un autre sujet à haut risque... qui nécessitera peut-être, à l'été, un nouvel usage de l'article 49.3. Au nom de la nécessaire au-to-ri-té! Martial à l'Assemblée, fantomatique à Bruxelles...

Ces coups de menton répétés, loin de l'asseoir, sapent la légitimité. Tous les parents savent qu'il convient d'user de son ascendant sur ses enfants sans le dire. L'énoncer, c'est déjà faire preuve de faiblesse. Il est un sujet d'importance, d'ailleurs, sur lequel Paris n'a montré aucune détermination : la négociation de la zone euro avec la Grèce. Les Français –- à l'exception de Christine Lagarde, en sa qualité de directeur général du FMI ont été très absents. C'est le ministre des Finances allemand Wolfgang Schäuble et, dans une moindre mesure, le président de l'Eurogroupe Jeroen Dijsselbloem qui ont mené la danse. De mauvais esprits voient dans cette réserve excessive un signe de l'embarras des socialistes, coincés entre leur positionnement "de gauche" et leur volonté d'apparaître comme des gestionnaires responsables. Une équation insoluble...